

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-uruguayen-Tabare-Vazquez-veut-gagner-les-elections-et-rejoindre-l-accord-entre-Bresil-et-en-Argentine-pour-faire-face-au-FMI>

L'uruguayen Tabare Vazquez veut gagner les élections et rejoindre l'accord entre Brésil et en Argentine pour faire face au FMI

Article mis en ligne : vendredi 19 mars 2004

- Les Cousins - Uruguay -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Lula et Kirchner ont gagné un sourire, le jour suivant de l'accord entre l'Argentine et le Brésil pour coordonner leurs positions, il y eut une grosse secousse en Uruguay. Batlle a dit qu'il restera en dehors. Et Vázquez, le favori, qu'il veut rentrer dans cet accord. Tabaré Vázquez, candidat de L'Encuentro Progresista-Frente Amplio, chaque fois plus près de Lula et de Kirchner, tricote déjà avec le socialisme Chilien.

Par Martín Granovsky

[Página 12](#), 18 mars le 2004

[Leer en español](#),

Le premier retentissement de l'accord entre le Brésil et l'Argentine sur la dette ne s'est pas produit à Washington mais à Montevideo. Le président Jorge Batlle a dit que, à l'inverse de ses plus grands voisins, l'Uruguay ne doit participer à "aucune formule parce qu'il n'existe pas de formule nouvelle et notre accord a été déjà fait en 2003". Et le candidat de la Rencontre Progresista-Frente Amplio, favori dans les sondages pour les présidentielles du 31 octobre, a évidemment dit le contraire : "Avec l'Argentine et le Brésil, nous allons travailler sur la négociation de la dette externe ensemble et non isolés".

Mardi, à Rio de Janeiro, Nestor Kirchner et Luiz Inacio Lula da Silva ont signé une déclaration sur la dette avec un point clef : "Les présidents ont décidé de conduire les négociations avec les organismes multilatéraux de crédit, en assurant un excédent minimum et d'autres mesures de politique économique que s'ils ne compromettent pas la croissance et garantissent la viabilité de la dette, de manière à préserver notamment l'investissement en infrastructure".

Le dernier point invitait les partenaires du Mercosur (le Paraguay, l'Uruguay) et les États associés (la Bolivie, le Chili) à prendre part au processus.

Batlle, conservateur du Parti Colorado, s'est contenté de l'échange de bons de la dette pour cinq milliards de dollars, fait en 2003, après l'ouragan financier argentin qui a sorti l'Uruguay des premiers rangs du hit-parade des destinations de l'argent propre, mais aussi souvent noir, qui vient de ce côté ci du Rio de la Plata (l'Argentine).

"Nous ne sommes pas dans des conditions de produire un commentaire final", a dit, plus prudent que Batlle, le ministre des affaires étrangères Didier Operti. "Nous sommes très attentifs". Et tant le Ministère de l'Économie que la présidence de la Banque Centrale ont dit qu'ils ne feraient pas de commentaires. "Il faut peut-être mettre en avant des négociations avec des organismes financiers internationaux pour refinancer le paiement de la dette", a dit, à l'inverse, Vázquez. "C'est très important d'obtenir des accords comme ceux que mènent en ce moment l'Argentine et le Brésil pour essayer de négocier la dette dans une meilleure position."

La dichotomie uruguayenne révèle l'utilisation disparate, hors du pays, de l'expérience argentine de négociation avec le Fonds. Les fonctionnaires les plus liés à l'establishment financier international essayent de s'éloigner de l'Administration Kirchner, critiquée la dernière semaine par The Economist et The Wall Street Journal. Et les fonctionnaires ou les dirigeants politiques de centre-gauche cherchent à capitaliser sur la popularité interne du Gouvernement et, bien qu'elle ne soit pas mesurée, sûrement aussi l'image positive entre voisins.

Kirchner a déjà dit qu'en Uruguay, il voterait pour Vázquez, qu'il doit gagner sur Colorados et Blancos au premier tour du 31 octobre ou au deuxième de décembre. Si l'EP-FA triomphe, entre en fonction en 2005 et s'ajoutera à un

Cône Sud politiquement homogène.

Le Chili prend part aussi à ce jeu régional. Ce week-end, des fonctionnaires du gouvernement argentin prendront part à une rencontre avec des socialistes Chiliens qui occupent des fonctions au sein du parti ou de gouvernement. Entre autres, il y aura madame le sénateur Cristina Kirchner, le chef de Cabinet Alberto Fernández, le ministre d'Infrastructure Julio De Vido et le secrétaire de « Légal et Technique » Carlos Zanini. Le socialisme est le second parti de « la Concertation », après la Démocratie Chrétienne, et cherche à croître en profitant de la faiblesse récente de la droite plus ou moins pinochetiste et la vague régionale de centre-gauche. La DC Chilienne a une relation organique avec le Parti Justicialiste. Les fonctionnaires K, peronistes, tendent un pont vers les socialistes, qui à leur tour ne se réunissent pas avec les socialistes argentins mais avec le kirchnerisme.

L'initiative est à approcher des rapprochements avec le Parti des Travailleurs, des éloges ardents au triomphe du socialiste espagnol José Luis Rodríguez Zapatero et de la mise en marche d'un observatoire sur l'Argentine avec Joseph Stiglitz figure majeur de le New School University de New York.

Le peronisme laïque de Kirchner, avec une identité fortement idéologique, paraît confortable à la dernière fournée de social-démocrates européens, social-démocrates formels ou de fait en Amérique latine et aux « libéraux » (démocrates) (progressistes, pour le dire en argentin) qui reviennent aux Etats-Unis.